

L'HEBDO QUI CLIC

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

23

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2012

301



Au sommaire du 02 février 2012 :

L'édito qui clic :	Page 2
Sarko à la TV	Page 3
Incident à la Centrale Thermique Edf du Havre / Article de presse, tract CGT et communiqué interne :	Pages 4 à 6
Article paru dans la presse Havraise / Millénium :	Pages 7
Meeting – Débat sur la dette / Article paru dans la presse Havraise :	Page 8
Tract « L'imposture Le Pen » :	Page 9
Articles parus dans la presse :	Page 10 et 11
L'agenda revendicatif :	Page 12
Le programme de formation syndicale de l'UL:	Page 13
L'hebdo pratic' :	Pages 14
Retraite / Remerciements Pierre Lebas :	Page 15
Pub TLC	Page 16

L'ÉDITO QUI CLIC

VOUS AVEZ DIT COMPÉTITIVITÉ ?

Pour le MEDEF, et à sa suite le gouvernement, la cause est entendue : le chômage en France est dû au coût trop élevé du travail, et le seul moyen d'en sortir, pour retrouver notre "compétitivité", est de réduire nos salaires !

La "compétitivité" justifie tout, les chantages à la délocalisation, les bas salaires, les exonérations des cotisations sociales, la remise en cause des 35h... et la TVA "sociale".

Mais qui ne voit pas qu'au jeu de cette "compétitivité" tous les peuples de la terre sont perdants ? La "compétitivité" de l'Allemagne ne l'empêche pas de connaître un sous-emploi important, un chômage dissimulé sous les "mini-jobs" à 400 euros et sans couverture sociale, l'absence de salaire minimum...

Le chantage à la perte d'activité s'exerce partout et en permanence. Les pays à bas salaires sont piégés dans les secteurs les moins rentables de la division internationale du travail, prisonniers de spécialisations étroites qui les rendent dépendants et vulnérables face aux décisions des multinationales. Celles-ci savent bien leur faire comprendre que leur "compétitivité" est liée au niveau de misère de leurs salaires. Car on peut toujours trouver ailleurs une main-d'œuvre moins chère et une législation plus accommodante. Les pays d'Europe de l'Est sont mis en concurrence les uns avec les autres, et avec le sud-est asiatique ; les travailleurs chinois commencent-ils à devenir un peu trop revendicatifs ? On transfère les usines au Cambodge ou au Vietnam.

Au nom de la "compétitivité", le capitalisme met en concurrence les travailleurs les uns avec les autres pour mieux tirer les ficelles. Il met en compétition les niveaux de salaire, les niveaux de protection sociale afin de tirer les uns et les autres vers le bas. Mais cette logique est destructrice, car faute de redistribuer aux travailleurs la richesse qu'ils ont créée, la machine économique se bloque, les particuliers et les Etats s'endettent et les profits qui ne sont pas réinvestis alimentent les plus dangereuses des spéculations.

Seules les luttes des travailleurs peuvent renverser la tendance : pour de meilleurs salaires qui relanceront l'économie, pour la préservation sur place de nos outils de production, autour de solutions innovantes portées par les salariés.

L'économie qui répond aux besoins humains repose avant tout sur la mise en œuvre des complémentarités et sur la solidarité.

Le 29 février, les peuples d'Europe auront l'occasion de d'affirmer ensemble leurs intérêts communs et leur refus de l'austérité qu'on prétend leur imposer.

Evelyne BARQ

Membre de la Commission Exécutive de l'Union des syndicats CGT du Havre

Belle entrée en la matière de l'interview de Sarko dimanche soir :

La journaliste : "Bonsoir M. le Président, merci de nous accueillir dans cette "sale défaite" de l'Élysée..."

Enfin une prise de conscience ?? En tout cas ça ne fait pas de mal !!



« Pas loin de la catastrophe ! »

SECURITE. Après l'incendie de lundi, la centrale EDF lance son diagnostic. Le CHSCT aurait pointé des défaillances.



D'après le secrétaire du CHSCT, l'incendie de lundi est lié à une fuite d'huile près des turbines de l'unité 2

L'heure est désormais au diagnostic à la centrale thermique EDF du Havre, suite au spectaculaire incendie qui a touché l'unité n° 2 de l'établissement lundi matin (notre édition d'hier). Dans l'attente du résultat des expertises, les trois tranches restent à l'arrêt pour une durée encore indéterminée, « sans impact sur l'alimentation en électricité des clients EDF », indiquait hier un communiqué de la direction. Selon elle, le travail a repris dès hier matin, sans chômage technique, sur un site sécurisé : « La totalité des foyers résiduels a été éteinte. Le plan d'organisation interne a été levé ce midi (hier midi, NDLR). L'équipe d'une vingtaine de pompiers qui était restée sur le site pour surveiller les installations et contribuer à leur mise en sécurité est partie à 14 h. »

Le diagnostic en cours doit per-

mettre de déterminer les circonstances du sinistre. Un CHSCT (Comité hygiène, santé et conditions de travail) extraordinaire s'est tenu hier après-midi. Selon son secrétaire, Didier Pitte, l'incendie serait parti « d'une fuite d'huile du côté des turbines ». Une information que n'a pas confirmée la direction du site.

Une fuite d'hydrogène ?

Tout comme les défaillances en matière de sécurité qu'aurait également pointées le CHSCT, toujours selon son secrétaire : « Les alarmes incendie, par exemple, n'ont pas fonctionné partout ». Mais surtout, affirme Didier Pitte, « nous sommes passés pas loin de la catastrophe : on nous a confirmé que pendant l'incendie, la tranche 1 était victime de son côté d'une fuite d'hydrogène ! ». Selon une source proche des secours,

cette fuite a en effet obligé plusieurs équipes de pompiers à reculer temporairement d'une centaine de mètres.

Le CHSCT a demandé des mesures de sécurité renforcées pour les salariés du site. Ces souhaits sont relayés par la section CGT qui, de son côté, a décidé d'organiser une réunion à destination de tous les salariés, demain. Le syndicat, majoritaire au sein de la centrale, exige également « que la direction nationale vienne réaffirmer la pérennité du site », assure Alain Poret, l'un de ses élus. « Cet incident ne doit pas servir de prétexte. » Prétexte à justifier encore un peu plus l'annonce de la fermeture programmée de la centrale à l'horizon 2015, objectif auquel le syndicat reste fermement opposé.

THOMAS DUBOIS



Triste Lundi !!!



La CGT de la centrale Thermique et la fédération Mines et Energie apporte tout son soutien dans l'épreuve que le personnel de l'UP le Havre traverse suite au grave incendie du lundi 30 Janvier.

Si aucun blessé n'est à déplorer, c'est grâce au sang froid et au courage de tout le personnel EDF et prestataire durant cet événement.

Nous félicitons plus particulièrement les agents de conduite et les sapeurs pompiers qui ont permis grâce à leur professionnalisme de limiter l'ampleur du sinistre et l'arrêt des installations.

Un grand merci aux agents de la CCAS du restaurant d'entreprise pour leur accueil chaleureux.

Ce Mardi à 11H, la fédération Mines et Energie, le syndicat CGT du site du Havre ont rencontré la direction locale du site. Nous avons réaffirmé nos exigences :

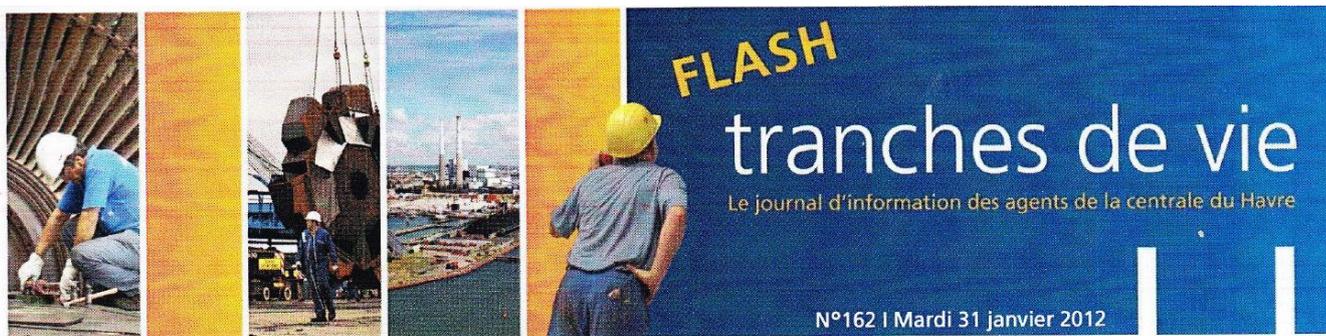
- Un contrôle approfondi des structures métalliques avant de rendre l'accès aux personnels
- Un contrôle approfondi et des mesures d'ambiances afin d'évaluer le risque amiante.
- La venue du directeur de la DPIT pour garantir la pérennité du site.
- Des expertises approfondies des lignes d'arbres et des matériels associés.
- Le maintien du salaire pour tous les salariés prestataires permanents qui ne peuvent intervenir pendant la sécurisation du site.

Cet après midi, se tient un CHSCT extraordinaire. Compte tenu de cette situation, nous organisons une réunion du personnel le :

JEUDI 2 FEVRIER 2012 A 13H30, SALLE CARNOT

- Compte rendu des 2 réunions avec la direction
- Avenir du site
- Débat sur toutes ces questions.

En cas de difficulté, salariés EDF comme prestataires, n'hésitez pas à nous contacter au 02 35 11 31 54.



Incendie maîtrisé à l'UP du Havre

**L'information aujourd'hui EDF et Prestataires:
RDV à 8h30 au gymnase**

Rendez-vous à 8h30 au gymnase pour un point d'information de l'ensemble du personnel EDF et entreprises prestataires par Olivia Levasseur, Directrice du site.

Les Faits

Lundi matin à 8h20, un incendie s'est déclaré à la tête de la turbine de la tranche 2. L'équipe de conduite de quart a effectué les premiers gestes nécessaires pour limiter l'incendie, et a sollicité les secours extérieurs compte tenu de son ampleur. Plus de 70 pompiers ont été mobilisés sur le site pour maîtriser l'incendie.

Il n'y a aucun blessé. L'ensemble du personnel EDF et des entreprises prestataires a été évacué et regroupé dans un second temps à la cantine. Ce qui représentait plus de 300 intervenants. A noter que les tranches 1 et 4 alors en fonctionnement ont été immédiatement arrêtées pour permettre l'évacuation du personnel de conduite.

Des mesures atmosphériques ont été réalisées par les pompiers aux alentours et à l'intérieur du site. Ces mesures ont permis de constater qu'il n'y a pas de risques pour la population.

L'incendie a été maîtrisé par les pompiers à 13h00. Néanmoins les pompiers restent présents sur le site pour finaliser le traitement des foyers résiduels.

Dès le départ de l'incendie, la Préfecture a été informée ainsi que la Ville du Havre et les maisons de quartiers de l'Eure-Brindeau et des Neiges.

L'origine de l'incendie n'est pas encore connue ainsi que l'impact sur le fonctionnement des tranches.

Consignes de sécurité :

Après la maîtrise de l'incendie, il subsiste des risques potentiels contre lesquels toutes les personnes sur le site doivent se prémunir : risque électrique, risque de chute d'objets, risque amiante. Des expertises sont lancées dès le mardi 31 janvier pour déterminer précisément ces risques. En attendant le résultat de ces expertises :

Soyez vigilants et disciplinés – respectez ces consignes :

- >L'accès aux tranches 2 et 3 est strictement interdit des 0 mètre jusqu'à 90 mètres.
- >Tout déplacement ou intervention en tranches 1 et 4 ne peut se faire que sur demande et validation du hiérarchique et nécessite le port des EPI adaptés dont a minima : bottes, masque FFP3, casques et lunettes.
- >Dans ces zones , tout déplacement doit se faire en binôme IMPERATIVEMENT.



« Quinquas » sur le carreau

SOCIAL. Pendant que l'usine Millennium disparaît, d'anciens salariés témoignent de leurs difficultés de réinsertion.



Les anciens salariés de Millennium, devant l'usine en pleine déconstruction

Ils ont tous accepté de se retrouver devant leur ancienne usine en pleine déconstruction. « Par la force des choses, on est plutôt disponibles ! » plaisante Gaël, 51 ans, ancien de Millennium au Havre.

Avec une poignée de camarades, il est venu raconter ses galères de « quinquas » demandeur d'emploi, à l'invitation de Patrice Lemieux, ancien responsable CGT de l'entreprise fermée au printemps 2008. Ce dernier a bondi à la lecture des chiffres avancés récemment dans nos colonnes par la direction de Cristal Global, groupe auquel appartient désormais l'entité Millennium Inorganic Chemicals : « La cellule de reclassement a obtenu un score de 98 % de solutions correspondant au PSE négocié avec les partenaires sociaux de l'usine ».

« J'ai tiré un trait sur l'industrie »

« Sur les 273 personnes licenciées, 16 % ne sont pas passées par cette cellule de reclassement, car retraitées, préretraitées, invalides, ou encore mutées », commence par indiquer Patrice Lemieux. Seulement cinq au-

raient accepté la proposition, faite à tout le personnel, de rejoindre un autre site du groupe (notamment en Alsace).

« Sur ceux qui restaient, plus de la moitié ont retrouvé du travail dans les grandes entreprises de la région, mais par leurs propres moyens. » L'ancien délégué CGT estime ainsi à une centaine le nombre de personnes qui, depuis la fermeture du site, seraient au chômage ou enchaîneraient les contrats précaires.

Difficile à déterminer précisément : tous n'ont pas gardé le contact avec la base syndicale. Mais Patrice Lemieux s'exprime sur la foi d'un comité de suivi du plan social qui s'est déroulé jusqu'en février 2009.

Lors de la fermeture de Millennium, la moyenne d'âge des salariés était de 47 ans. « Ceux nés en 59-60-61, les plus mauvaises années », lâche l'ancien délégué CGT. Lui a réussi à retrouver un emploi, très loin de son secteur professionnel d'origine. Il est devenu, à sa grande surprise, salarié de l'association TLC (Tourisme, Loisirs, Culture) au Havre.

« A 54 ans, l'industrie, j'ai tiré un trait dessus », raconte quant à lui

Lionel. « Je vais essayer dans le service à la personne, en milieu rural. » Gaël, lui, a suivi « une formation de conseiller en insertion professionnelle ». « Et ça fait deux ans que je n'arrive pas à me réinsérer... »

« Jamais fait de CV ! »

Difficile, en effet, de donner un nouveau souffle à une carrière de trente ans entièrement passée dans les murs d'une même usine. « Des CV et des lettres de motivation, j'en ai jamais fait ! » affirme Denis, 49 ans. « Aujourd'hui, un boulot à 7 € de l'heure, je prends. Jamais on retouchera ce qu'on touchait avant. »

Reste une relative consolation : « Nous avons été dans les premiers à fermer en temps de crise », note Patrice Lemieux. « Cela nous a permis de partir dans des conditions pas trop désavantageuses. » Quelques « copains », qui avaient retrouvé du travail chez Petroplus, en savent aujourd'hui quelque chose.

T. D

L'ancienne usine Millennium fait actuellement l'objet d'un grand chantier de déconstruction. Le site devrait être libéré à la fin de l'année.

*D'est quoi la dette ?
Qu'est ce que ça fait la dette ?*

A qui profite la dette ?
INDIGNEZ Vous !!



Meeting-Débat
Vendredi 27 janvier 2012
bourse du travail
18H - grande salle Franklin
28 pour comprendre et combattre les effets de la dette
Social et de l'emploi et l'impasse de la dette au Havre, des territoires et
collectif contre la dette Le Havre - CAC 76

MEETING-DEBAT SUR LA DETTE DU 27 JANVIER

La dette fait le plein

SOCIAL. La salle Franklin accueillait hier soir un meeting-débat organisé par le collectif récemment créé au Havre.

« **L**a dette, en ce moment, vous en mangez tous les jours, et vous entendez tout et n'importe quoi à ce sujet ! » Vice-président du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), Pascal Franchet est justement venu livrer son analyse hier à la salle Franklin, à l'occasion du meeting-débat organisé par le collectif contre la dette, récemment créé au Havre. Un peu plus de 150 personnes ont répondu à l'invitation.

Pascal Franchet partageait la tribune avec une autre intervenante nationale : Aurélie Trouvé, économiste et coprésidente d'Attac France. « On a eu du mal à les avoir, ils sont tellement sollicités en ce moment », confiait un organisateur. Sur les questions locales, priorité avait été donnée aux femmes. Françoise Gosset, Manuela Dona et Lise Cramoysan ont pris successivement le micro pour



Pascal Franchet, vice-président du CADTM (photo Christian Carlat)

détailler les effets néfastes des discours acquis sur la dette et ses solutions dans leurs milieux professionnels respectifs : hôpital, douanes, éducation... « La dette devient une formidable occasion de laminer le service public ! »

Devant elles, l'auditoire comptait beaucoup de visages militants et syndicalistes familiaires. Une assistance convaincue d'avance, donc, que le collectif contre la dette aura la rude tâche d'élargir désormais au plus grand nombre.

Havre Libre du samedi 28 janvier 2012 page 7



27 janvier 2012 photo JPB

L'IMPOSTURE LE PEN

Ne vous laissez pas tromper !

«Madame Le Pen défend le pouvoir d'achat»

FAUX ! Elle est contre la hausse du SMIC («Vous croyez qu'un projet présidentiel c'est un catalogue de mesurette ?» France 2, 18/11/2011).

Elle est «farouchement opposée» au blocage des loyers (*Le Parisien*, 21/09/2011).

«Madame Le Pen défend la retraite à 60 ans»

FAUX ! Elle dit tout et son contraire. Elle défend la retraite à la carte et dans son projet accepte la retraite à 62 ans ! Pendant le mouvement social, elle traitait les manifestants d'«émeutiers» (22/10/2010).

«Madame Le Pen défend les services publics»

FAUX ! Elle refuse de recréer les 80 000 postes d'enseignants supprimés par Sarkozy. Elle veut la «fermeture des petites structures» de santé.

«Madame Le Pen défend la laïcité»

FAUX ! Elle se réclame de la laïcité pour attaquer les musulmans. Mais elle

soutient les intégristes catholiques qui attaquent les centres d'IVG et prétend «rechristianiser» la France (*Présent*, 22/12/2010). Comme au temps des croisades !

«Les ouvriers votent pour Madame Le Pen»

FAUX ! C'est ce que répètent les sondages et les grands médias qui veulent dénigrer le peuple. Mais 70% des ouvriers s'abstiennent. Aux dernières élections, plus de 90% des ouvriers n'ont pas voté FN.

«Madame Le Pen défend les riches»

VRAI ! Dans son projet, elle défend la suppression de l'Impôt sur la Fortune ! Elle est contre le revenu maximum et contre un salaire maximum autorisé dans les entreprises. Pour elle, ce sont des propositions «soviétiques» (*France Soir*, 11/07/2011).

«Madame Le Pen est une candidate du système !»

VRAI ! Au Parlement européen, elle vote le plus souvent avec la droite. Elle sert à faire peur pour empêcher l'électeur de réfléchir et le forcer à voter «utile». C'est une arnaque !

Les idées stupides de Madame Le Pen

Le FN veut faire croire que l'immigration serait responsable de tous nos maux. Cette obsession divise les salariés entre eux au moment où il faut que le peuple se rassemble face à la finance. Il s'agit pour les Le Pen de faire oublier qu'ils prônent eux aussi l'austérité et défendent l'intérêt des nantis. En plus, c'est absurde : les immigrés rapportent des milliards à la France par leur travail.

Présidentielle : la CGT ne lâche rien

Devant six mille militants réunis au Zénith hier à Paris, et en présence des partis de gauche et de quatre candidats à la présidentielle, Bernard Thibault a appelé à entendre l'aspiration à la justice sociale.

A moins de trois mois de l'élection présidentielle, la CGT voulait « mettre le dossier des retraites dans le débat ». En entrant dans la salle du Zénith de Paris, pleine comme un œuf, hier après-midi, le pari paraissait d'ores et déjà réussi. Le meeting national organisé hier par la centrale syndicale a réuni 6 000 militants venus de toute la France. Faute de pouvoir répondre à la demande, 112 retransmissions en direct étaient prévues dans 55 départements. Aux premiers rangs, des représentants des partis politiques de gauche et des candidats à la présidentielle. La présence d'Eva Joly (EELV), de Nathalie Artaud (LO), Philippe Poutou (NPA) et Jean-Marc Ayrault (PS), représentant François Hollande, a été applaudie. L'ambiance a tourné à la véritable ovation pour Marie-George Buffet (PCF) et au record d'applaudimètre pour le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon. Dans la salle où actifs et retraités se côtoyaient, la diversité professionnelle était au rendez-vous : industries chimiques, métaux, mines et énergie, agroalimentaire, cheminots, finances publiques, activités postales et de télécommunication, dockers. La combativité aussi, incarnée par les délégations de nombreuses entreprises en lutte : Goodyear, Fralib, Cofinoga, LyondellBasell, Petroplus, Crédit mutuel. Ou encore par Bernadette Pessemesse, déléguée CGT, venue représenter les ouvrières de Lejaby, « les dernières victimes des patrons voyous et de la politique menée par le gouvernement ». « Ce n'est pas le recul de l'âge de la retraite que nous demandons, mais le recul du chômage ! » lance la syndicaliste devant une salle solidaire, debout, dominant le ton de la réunion.

Pour la CGT, avec ce meeting, il s'agit, explique éric Aubin, en charge

du dossier, de donner le signal d'une « nouvelle campagne » pour le droit à la retraite à 60 ans, à taux plein, et pour une véritable reconnaissance de la pénibilité. Poursuivant ainsi la grande bataille de 2010 contre la réforme Woerth-Fillon. Pas question en effet pour le syndicat de passer par pertes et profits ce mouvement social d'une force inégalée depuis longtemps. Au demeurant, aux huées que soulève l'apparition sur l'écran, dans un film vidéo retraçant cette bataille, de Nicolas Sarkozy, on mesure que le souffle de la confrontation est encore bien présent chez les militants cégétistes. Et dans son discours, Bernard Thibault pourra lancer, sans risque d'être démenti, dans l'enthousiasme général : « Vous aurez du mal, Monsieur le futur candidat, à trouver dans cette salle et chez ceux qui nous écoutent beaucoup de supporters pour vous aider à rempiler cinq ans de plus à l'élysée ! »

Cette réforme des retraites, qui pourrait peser dans le choix des salariés électeurs, une série de témoignages en ont rappelé le lourd bilan, en termes d'inégalités, de baisse des pensions, de fragilisation du système. Mais aussi de souffrances prolongées du fait de la non-prise en compte de la pénibilité, qui réduit l'espérance de vie de tant de salariés. C'est dans un grand silence chargé d'émotion que la salle a écouté Isabelle Rose, infirmière depuis vingt ans à Montreuil, en Seine-et-Marne, décrire des conditions de travail sans cesse aggravées par le manque d'effectifs, Didier Dumont, employé des services d'assainissement de la Ville de Paris, dire l'urgence pour ses collègues de pouvoir bénéficier d'un départ anticipé après des décennies de travail dans l'insalubrité. Ou encore Sandra Blaise, salariée depuis douze ans dans un centre d'appels, raconter

« le manque d'autonomie », « l'impression d'être un robot », le recours massif par ses collègues aux antidépresseurs, voire à la drogue pour tenir. Tony Hautbois, de la fédération des ports et docks, lui, en évoquant l'accord obtenu dans sa branche sur un droit au départ en retraite trois ans avant l'âge légal, a souligné l'efficacité de la lutte.

Bref, comme le scandent les militants dans la salle, la CGT « ne lâche rien » sur les retraites. Et elle voit « un signe d'espérance pour nos revendications » dans la présence, hier, au Zénith, des représentants de la gauche, a dit Bernard Thibault. Le secrétaire général de la CGT, dans son discours de clôture, s'est adressé directement à eux : « Entendez cette aspiration à la justice sociale. écoutez la rancœur de ceux qui produisent les richesses de ce pays et qui ont été brocardés et parfois humiliés ces dernières années. Ayez de la force de caractère et de l'ambition pour que les choses changent réellement dans les entreprises. »

Pas question toutefois, pour le syndicat, d'attendre les échéances électorales l'arme au pied. Réagissant aux annonces du chef de l'état, dimanche soir (lire ci-contre), ainsi qu'à la menace d'un nouveau traité européen qui imposerait la « rigueur » pour les salariés dans les pays de l'UE, Bernard Thibault a appelé à « préparer une puissante mobilisation de toutes les professions le 29 février pour dire non à l'austérité en France, non à l'austérité en Europe ». Devant la presse, il a exprimé le souhait d'une mobilisation unitaire. L'intersyndicale devrait se réunir la semaine prochaine.

Yves Housson, Laurence Mauriauourt

PCF : «poursuivons l'échange »

Dans une lettre à Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, Pierre Laurent propose « une rencontre de (leurs) organisations », au-delà du meeting d'hier sur les retraites. Le secrétaire national du Parti communiste rappelle que le PCF et le

Front de gauche défendent des « propositions claires et offensives » pour le « départ à soixante ans à taux plein ». Rendre ce droit effectif demande « d'agir sur plusieurs leviers », notamment « une politique d'emploi conquérante », un

« relèvement général des salaires », la « valorisation des années d'études », ou « un niveau de pensions revalorisé ».

« La CGT ne collaborera pas à ce sabotage social » « Dans son show largement télévisé

« La CGT ne collaborera pas à ce sabotage social »

« Dans son show largement télévisé de dimanche soir, le président de la République a repris cette vieille rengaine du coût du travail pour justifier deux mesures de portée considérable []. La première d'entre elles, que nous avons déjà qualifiée d'arnaque, consiste à transférer une part des cotisations sociales prélevée dans les entreprises à hauteur de 13 milliards d'euros sur le consommateur par une hausse de la TVA de 1,6 % [] Ensemble, nous

devons dénoncer cette manipulation et nous opposer à cette perspective d'augmentation de la TVA ! Nous devons aussi réaffirmer que les cotisations qui servent à financer la protection sociale ne sont ni la propriété de l'employeur ni celle du gouvernement. Les cotisations sont une part du salaire. Elles appartiennent aux salariés. C'est à eux qu'il revient de décider à quoi ils les affectent. La seconde mesure annoncée dimanche vise à instaurer des accords au niveau de chaque entreprise dits de « compétitivité ».

Je n'hésite pas à considérer cette offensive comme sans précédent à l'égard du Code du travail. [] C'est une révolution du droit du travail, mais cette révolution-là, il faut la combattre ! Le patronat en rêvait, le gouvernement veut le faire, mais la partie ne fait que commencer. »

Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

LE
HAVRE
BIEN
PRESENT
AU
MEETING
CGT
AU
ZENITH
DE PARIS



L'AGENDA REVENDICATIF



Février



STAGE Délégués du Personnel

Il reste des places, inscrivez-vous !



COMMISSION EXECUTIVE DE L'UL à 09h00



MANIFESTATION EUROPEENNE Contre les plans d'austérité

Modalités à définir

Programme Formation Syndicale 2012

Union Locale CGT du Havre

Janvier

Du 16 au 20 ⇨ Niveau I

Les 26 et 27 ⇨ Rédiger un tract

Juin

Du 04 au 08 ⇨ Niveau I

Février

Les 16 et 17 ⇨ Délégué du Personnel

Septembre

Octobre

Les 11 et 12 ⇨ Délégué du Personnel

Mars

Du 19 au 23 ⇨ Niveau I

Novembre

Du 26 au 30 ⇨ Niveau I

Avril

Mai

Décembre

Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 12 mars, 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I 80 € par stagiaire repas compris

Cependant le coût ne doit pas être un frein à la formation des syndiqués, l'UL regardera au cas par cas si le syndicat ne peut pas prendre en charge l'inscription.

C'est trop bien !!



**Que la vie et les luttes te fassent profiter
d'une retraite longue et heureuse.**

**Merci de ton attention à l'occasion de
mon départ à la retraite. PIERRE.**



Eh copain !! on boit un coup ?



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin